

Le 13-02-2018

[Télécharger ou imprimer au format PDF](#)

Parti de la démondialisation

Le 13 février 2018.



Nous ne sommes qu'au début de l'année 2018, et déjà la quasi-totalité des partis politiques français s'est lancée dans la campagne des élections européennes qui auront lieu le... 25 mai 2019 ! Quelle est la raison de cette précipitation ? Veulent-ils se donner du temps pour organiser un vaste débat, national et européen, afin de dresser un bilan objectif des politiques menées par l'Union européenne ? Mieux encore, ont-ils l'intention de briser le tabou sur la véritable

nature de l'UE et de montrer ainsi son caractère intrinsèquement antidémocratique ? Ont-ils des propositions sérieuses pour éliminer le chômage et la précarité, assurer la sécurité de tous, faire appliquer la laïcité, reconstruire la Sécurité sociale et les services publics, mettre au pas les grandes firmes multinationales à base française et celles qui agissent en France, pour les contraindre à payer les impôts qu'elles doivent ? Ont-ils des plans pour protéger l'environnement, le réparer, punir sévèrement les pollueurs ? Que nenni, rien de tout cela !

Une étape majeure de la « recomposition politique » dans la perspective de l'élection présidentielle

En réalité, les élections européennes sont utilisées par la plupart des partis politiques comme une étape majeure de la « *recomposition politique* » dans la perspective de l'élection présidentielle de 2022. Il s'agit, pour chaque faction, de se placer en quelque sorte dans la « *pole position* » ou de donner l'impression qu'elle n'en est pas loin. Cet anglicisme désigne la meilleure place sur la ligne de départ, attribuée au coureur automobile ayant réalisé le premier temps aux essais. Les élections européennes, en effet, ne sont qu'un tour de chauffe, une sorte de primaires pour la présidentielle. Car les listes qui arriveront aux deux premières places préfigureront peut-être le deuxième tour de l'élection présidentielle, du moins c'est ce que l'on veut faire croire. Ce sera alors pour ces partis et leur candidat, déclaré ou pressenti, entre 2019 et 2022, davantage de médias, une dynamique, une légitimité et une forme de crédibilité, autant d'atouts pour la présidentielle...

En fait, toute cette classe politique se sert des élections européennes pour se faire connaître et pour, le cas échéant, obtenir quelques représentants à ce « *parlement* », dont on sait qu'il est très généreux avec ceux qui lui donnent de la légitimité...

L'Union européenne (UE) et sa monnaie unique – un véritable sado-monétarisme - martyrise les peuples sous le talon de fer de l'austérité à perpétuité. En 2019, cette politique et ce système devront être sanctionnés. Le meilleur moyen sera de délégitimer l'UE, l'euro, les traités, la Commission, la Banque centrale, la Cour de Justice et le « *Parlement* » européen – tout le système - par une abstention massive, une véritable grève du vote. En 2009, l'abstention avait battu en France un record avec 59,4%, pour retomber à 57,6% en 2014. En 2019, il faudra dépasser les 60% et devenir « *compétitifs* » vis-à-vis de la Slovaquie (87% d'abstention), de la République tchèque (80%), ou encore du Portugal (66%) ou des Pays-Bas (63%).

Le devoir de tout citoyen, lorsqu'une élection est organisée démocratiquement, et que son résultat peut avoir un effet politique réel sur les institutions, est d'utiliser son droit de vote conquis de haute lutte. Ce n'est pas le cas de l'élection au « *Parlement* » européen.

C'est le principe même de l'élection à un parlement européen qui doit être récusé

Un parlement, à l'échelle européenne, n'a pas lieu d'être car il n'existe aucun peuple européen susceptible, au moyen d'un État européen, de se former en communauté politique à l'échelle du continent et d'y exercer sa souveraineté. Il ne s'agit pas, ici, d'une quelconque question d'« *identité* » autour de l'existence ou non d'un « *peuple européen* », mais d'un problème politique et pratique. Sur un grand nombre de sujets, en effet, les cultures, les croyances religieuses, les systèmes familiaux, les traditions politiques et démocratiques, etc., sont très différents d'un pays à l'autre. L'interruption volontaire de grossesse, par exemple, reste interdite à Malte et en Irlande (c'est même inscrit dans la Constitution !). Elle est très limitée en Pologne, et en Italie elle

dépend de la clause de conscience des médecins... Dans le domaine de la laïcité, seuls 3 pays sur 27 ont une forme de laïcité incluse dans leur Constitution. On pourrait multiplier les exemples dans de nombreux secteurs. Comment, dans ces conditions, prendre des décisions ? Il est impossible de décider à la majorité, par vote, à cette échelle.

Le vote de 2019 sera totalement stérile puisque le « *Parlement* » européen n'a pas les pouvoirs de faire évoluer l'Union européenne. Il ne possède aucune des prérogatives d'un vrai parlement : il ne peut pas changer les traités qui fondent l'UE, ne peut pas voter l'impôt, n'a pas l'initiative des lois... En outre, que les libéraux, les sociaux-démocrates, les Verts, le Parti de la gauche européenne ou l'eurodroite gagnent des sièges, ne changera rien aux orientations politiques. Car le Parlement européen n'existe et ne fonctionne que pour appliquer les traités européens. Contrairement à un parlement « *normal* », où l'on élit des représentants qui vont voter la loi, à Strasbourg on ne vote pas pour qui décide, mais pour qui applique. En fait, les parlementaires européens sont des liquidateurs, des exécuteurs, des syndics de faillite, tout doit disparaître des acquis sociaux et des processus démocratiques issus des lendemains de la Seconde Guerre mondiale.

Le boycott des élections européennes servira aussi à dénoncer le double jeu politicien des partis qui adoptent un ton critique vis-à-vis de l'Europe et qui, pourtant, en acceptent le principe en présentant des listes aux élections. On ne peut en effet, d'un côté, prétendre vouloir sortir de l'euro et de l'Union européenne, et d'un autre côté vouloir entrer dans le système – dans lequel certains sont déjà via la présence de députés européens - pour se goberger comme les autres. Ces partis cautionnent ainsi et profitent eux-mêmes de ces institutions qui leur garantissent des revenus substantiels. Même s'ils prétendent le contraire, l'oligarchie néo-libérale les a achetés, ils se sont vendus à elle. On a d'ailleurs remarqué que les parlementaires européens, même eurosceptiques quand ils y entrent, sont eurolâtres quand ils en sortent après être passés dans la lessiveuse du Parlement européen.

L'élection au « Parlement » européen n'est qu'une farce électorale

Elle n'a d'autre but que de simuler un acte démocratique et légitimer ainsi tout le système de l'UE. C'est un devoir citoyen de voter quand le suffrage sert à la souveraineté du peuple, c'est aussi un devoir civique de refuser de voter quand le suffrage vise à détruire la souveraineté nationale et populaire. D'ailleurs, comment se faire prendre deux fois au même piège ? En refusant de tenir compte du NON français du 29 mai 2005 au référendum sur le traité constitutionnel européen, le système a démontré son caractère tyrannique et dictatorial. Aucune élection juste n'y est possible. Jean-Claude Juncker, le président de la Commission européenne le confirme quand il déclare : « *Il ne peut pas y avoir de choix démocratiques contre les traités européens* ».

Face à cette entreprise d'effacement national et de régression sociale et démocratique, aucune des forces politiques françaises en lice lors des prochaines élections européennes ne porte de projet alternatif et progressiste. Certaines de ces forces annoncent leur participation à ces élections pour faire parler d'elles. D'autres, espérant obtenir quelques élus, veulent faire du « *Parlement* » européen une soi-disant caisse de résonance à leurs revendications. Ce ne sont qu'illusions et diversions. Illusions, car les grands médias ignorent les petites listes, tandis que l'absence de couverture médiatique des débats de ce « *parlement* » d'opérette interdit de donner le moindre écho aux mouvements euro-critiques. Diversions, car en participant à ce simulacre électoral, ces forces politiques cautionnent le système européen qu'elles prétendent dénoncer par ailleurs. Jean-Luc Mélenchon et Marine Le Pen ont été parlementaire européen. Ce sont des « *grandes gueules* », et pourtant ils ont été transparents durant leur séjour à Strasbourg.

Seuls les citoyens qui se seront abstenus auront clairement délégitimé l'UE. Leur acte sera un coup de tonnerre politique confirmant l'absence de toute crédibilité à l'Union européenne, la ridiculisant et ouvrant un espace sans précédent aux luttes populaires. Le véritable enjeu de cette mascarade électorale sera donc l'abstention citoyenne. À ce propos, la différence doit être clairement faite avec le vote blanc. Ce dernier est

l'acte politique le plus efficace, lors des élections nationales, pour exprimer son rejet des forces politiques en présence lorsque l'on estime qu'il n'existe pas d'offre politique satisfaisante. L'enjeu des élections européennes n'est pas celui d'un manque d'offre politique, c'est celui du principe même de cette élection à laquelle il ne saurait être question de participer.

En mai 2019, le seul choix pour manifester notre mécontentement à l'égard de l'UE, de ce système anti-démocratique et de ses politiques de destruction sera de boycotter activement l'élection européenne, c'est-à-dire de faire campagne pour le boycott !

Préparons le boycott dès maintenant !

- [Se connecter](#) ou [s'inscrire](#) pour poster un commentaire